

Études internationales



CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) (avec la collaboration de l'Association). *La dette ou la vie. Manuel de campagne*. Genève, Centre Europe Tiers-Monde, 1988, 121 p.

Williamson, John. *Voluntary Approaches to Debt Relief*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no 25, 1988, 79 p.

Gabrielle Lachance

Volume 21, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702637ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702637ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachance, G. (1990). Compte rendu de [CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) (avec la collaboration de l'Association). *La dette ou la vie. Manuel de campagne*. Genève, Centre Europe Tiers-Monde, 1988, 121 p. / Williamson, John. *Voluntary Approaches to Debt Relief*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no 25, 1988, 79 p.] *Études internationales*, 21(1), 188–189. <https://doi.org/10.7202/702637ar>

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) (avec la collaboration de l'Association). *La dette ou la vie. Manuel de campagne*. Genève, Centre Europe-Tiers-Monde, 1988, 121p.

WILLIAMSON, John. *Voluntary Approaches to Debt Relief*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », n° 25, 1988, 79p.

Les récents incidents survenus au Vénézuéla, un autre pays écrasé par sa dette extérieure, ont finalement fait réaliser aux grandes institutions financières qu'elles ne pouvaient plus pratiquer la politique de l'autruche. Comme aucune des mesures appliquées jusqu'ici n'a été capable de résoudre le problème de l'endettement des pays du Tiers-Monde, il leur faut chercher d'autres solutions. Après la crise provoquée par le Mexique, en 1982, le Plan Baker suggérait de rééchelonner la dette; aujourd'hui, le Plan Brady propose plutôt de désendetter les pays en développement.

L'ouvrage de vulgarisation du CRID, réalisé dans le cadre d'une campagne de mobilisation sur la dette des pays du Tiers-Monde, aide les non initiés à comprendre quelque peu le problème complexe qui se pose à cet égard depuis le début de la décennie. À partir de trois questions élémentaires – combien ces pays doivent-ils, comment se sont-ils endettés et comment rembourseront-ils? – il présente les données de base du phénomène, la position des créanciers et des débiteurs ainsi que les principales solutions adoptées par les institutions financières. Sur ce dernier point, le CRID rappelle que ces initiatives non conventionnelles, loin de solutionner le problème, sont responsables de ce que la

plupart des pays du Tiers-Monde n'arrivent plus à payer leurs dettes.

Parmi les diverses solutions envisagées, une seule a reçu l'aval du FMI: le rééchelonnement de la dette avec des crédits d'accompagnement assortis de conditions sévères. Si la Banque mondiale et le Fonds monétaire international estiment que les résultats obtenus ont été généralement bons, les pays débiteurs croient plutôt que leurs conditions d'existence ont été aggravées par des contraintes financières qui ne font aucun cas des valeurs humaines, des conséquences sociales ou des priorités locales.

Des quatre solutions généralement envisagées, aucune ne semble en mesure d'apporter une réponse globale au problème. L'annulation de la dette paraît suicidaire pour la plupart des pays, qui seraient incapables de survivre au blocus économique dont ils feraient alors l'objet. La remise de la dette étant restreinte aux créances des entreprises à caractère non industriel et commercial, elle demeure une action symbolique et de propagande politique. Le moratoire, qui suspend tous les remboursements pour une durée déterminée, peut constituer une solution avantageuse seulement s'il est assorti d'une remise d'intérêts ou d'un abaissement significatif des taux. Pour ce qui est de la dette en solde (ou marché secondaire) faite en vue de restructurer et d'assainir le portefeuille, elle a ses avantages et ses limites. En fait, les possibilités qu'offre le marché secondaire pour le règlement de la dette sont décevantes en raison de la limite du volume de transactions. En 1988, seulement 5 milliards de dollars ont été convertis.

La deuxième partie de l'ouvrage ressemble plutôt à une annexe. Elle donne un aperçu des positions de deux pays européens: la France et la Suisse. Ce dernier point suscite un certain intérêt en raison du rôle non négligeable de la place finan-

cière suisse dans la circulation internationale des capitaux et, par conséquent, dans l'endettement du Tiers-Monde.

La valeur de cette étude réside surtout dans sa première partie, en raison de sa façon simple d'aborder un problème aussi complexe. Il manque une conclusion générale qui donnerait des perspectives d'avenir et peut-être aussi quelques pages sur les conséquences de la crise de la dette sur les économies des pays les plus industrialisés.

Le petit ouvrage de Williamson est plus technique et s'adresse à un public davantage spécialisé. Considérant toutes les solutions proposées jusqu'ici – des plus modestes rééchelonnements à la remise complète de la dette – l'auteur s'arrête surtout aux options intermédiaires qu'il juge plus efficaces. Il croit que les banques commerciales pourraient accélérer la résolution du problème de la dette des pays du Tiers-Monde en y apportant volontairement un allègement adapté à chacun. Selon lui, il existe un intérêt commun à une telle approche, aussi cherche-t-il à tracer les grandes lignes d'un programme d'allègement volontaire de la dette. À son avis, la fin de la crise actuelle exige qu'on allège la contrainte des changes et que cesse l'obligation de négocier un support financier extérieur dans une atmosphère de crise. Deux conditions qu'une approche volontaire pourrait probablement rencontrer.

Un petit ouvrage bien fait et qui apporte un point de vue nouveau. Il vient à la suite d'une série d'autres sur le même sujet et dans la même collection.

Au moment où les écrits affluent sur le thème de la dette du *Tiers-Monde*, il est peut-être intéressant de rappeler qu'une session extraordinaire de l'ONU était convoquée en avril 1974 pour examiner, entre autres, le système monétaire mondial et adopter la Déclaration et le Pro-

gramme d'action sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Deux ans plus tard, à la conférence de la CNUCED qui se tenait à Nairobi, les pays du Tiers-Monde demandaient qu'on allège la dette des pays les plus pauvres.

Gabrielle LACHANCE

*Directrice générale
Développement et Paix, Montréal*

FREUD, Claude. *Quelle coopération? Un bilan de l'aide au développement*. Paris, Éditions Karthala, Coll. « Les Afriques », 1988, 272p.

L'éditeur présente ce volume comme un bilan critique de l'aide au développement fondé, non pas sur les confort idéologiques habituels, mais sur l'analyse serrée de chiffres et une évaluation directe de projets. Ces lignes s'avèrent surtout très justes pour la deuxième partie intitulée précisément *L'aide-projet*. De façon très méticuleuse, l'auteur, ancien responsable du bureau des Évaluations du service des Études pour le développement au ministère français de la Coopération, traite de la production de l'arachide, du coton et du riz. À partir d'une perspective historique appliquée à quelques anciennes colonies africaines, l'auteur met en évidence l'évolution de ces activités sur la base de l'influence des périodes pré-coloniale et post-coloniale. Si l'abondance de chiffres et de noms d'organismes très variés rend parfois la lecture un peu ardue pour le lecteur pressé, celui-ci peut toutefois glaner, ici et là, certains détails croustillants qui permettent de comprendre l'aversion de l'auteur envers un certain état d'esprit. Ainsi, par rapport à celui qui prévalait à la fin des années vingt, une lettre d'un haut fonctionnaire offre un témoignage assez éloquent: « La production cotonnière est fonction directe-